



## CAPD du 25 octobre 2012 Déclaration du SNUipp-FSU 52

La Refondation de l'Ecole est désormais bien amorcée et le projet de la future Loi d'orientation et de programmation se dessine de plus en plus nettement. Et c'est de plus en plus nettement que l'on voit réapparaître, derrière des idées pseudo novatrices et un dialogue social revendiqué, une politique néo-libérale que nous n'avons que trop goûtée.

Pour exemple et en projet, l'idée de « Plus de maîtres que de classes » défendue par notre fédération mais adaptée par ce gouvernement : ciblée sur « les élèves qui en ont le plus besoin » alors qu'aucune proposition ne concerne les RASED, qui ne sont d'ailleurs à aucun moment évoqués !

Une réforme des rythmes scolaires qui va, une fois de plus s'appuyer sur la bonne volonté des enseignants et faire croire aux parents qu'on va faire mieux... en ne changeant rien, ou si peu.

Toutes ces propositions déguisées, dans un cadre budgétaire n'offrant aucune marge ne peut légitimement que nous inquiéter.

Non, les enseignants ne sont pas dupes et ont bien perçu tout le mépris qu'il peut y avoir dans les paroles de notre ministre : Quand il se contente d'exprimer son amitié et sa sympathie aux collègues sanctionnés financièrement pour avoir refusé d'appliquer certaines directives de ses prédécesseurs. Egalement quand il soutient que « les enseignants sont tout à fait conscients qu'ils ont à participer à ce redressement de la France » et qu' « ils mériteraient d'être mieux payés » !

Et nous n'évoquerons les conditions de travail que par le biais de cette enseignante de Béthune trop angoissée pour supporter l'avenir professionnel qui s'offrait à elle.

La Refondation de l'Ecole, dont notre pays a besoin, nécessite l'engagement des enseignants. Pour cela elle doit être réfléchie avec eux. L'amélioration de leurs conditions de travail, de vie et donc la revalorisation de leurs salaires sont des questions incontournables.

Pour en venir plus précisément à l'ordre du jour de cette CAPD, nous tenons à réaffirmer notre opposition au principe de la hors classe. Le SNUipp-FSU défend en effet la création d'échelons supplémentaires accessibles à tous à la vitesse de progression la plus rapide pour tous. Ainsi, nous nous opposons formellement aux mesures spécifiques avantageant certains collègues par rapport à d'autres.

D'autre part, cette CAPD devrait examiner les départs en formation continue pour l'année 2012-2013. A plusieurs reprises l'année dernière nous avions rappelé cette demande et avions obtenu un écho favorable. Aujourd'hui nous n'avons aucun document de travail qui nous permette de garantir la transparence de cette opération. Depuis plusieurs années, nous demandons des éclaircissements. Les explications apportées l'année dernières sur les critères d'attribution ne nous suffisent pas. Dans un contexte, depuis quelques années, de dégradation massive à la fois de la formation (initiale et continue) et du paritarisme, nous ne pouvons qu'espérer dorénavant un réel changement.

Pour terminer, comme vous le savez, est paru dans le BO du 27 septembre un texte adressé aux recteurs confirmant la simplification du processus de validation des compétences du LPC. Si cette simplification n'est, à nos yeux, pas suffisante pour nous rassurer quant aux dangers liés au LPC, elle va malgré tout alléger nos collègues. Nous vous demandons donc de les en avertir au plus tôt par une note de service et ce, afin de leur éviter un travail inutile puisqu'une nouvelle version allégée du LPC sera livrée aux écoles durant la première quinzaine de décembre.